Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 1er FEVRIER 1979 - N° 844 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636./3.76. 2,00 F.

Le retour de Khomeiny : Vers l'épreuve de force ?

Selon certaines information, 150 membres de la garde prétorienne du Shah auraient pris position mercredi matin sur la principale avenue de Téhéran. Cela vient accroître la tension, alors que l'ayatollah Khomeiny devait rejoindre Téhéran jeudi matin, dans un climat marqué par une menace ouverte de la part du mouvement religieux d'en venir aux armes, et une menace ouverte de la part de généraux d'empêcher l'ayatollah de proclamer la République tant que la loi n'aura pas été modifiée. De tout l'Iran, par millions, les Iraniens affluent vers Téhéran pour participer aux manifestations qui doivent marquer le retour de Khomeiny.

Lire en page 8

Les ouvriers de Manufrance bloquent les routes

Des rumeurs de plus en plus persistantes de dépôt de bilan à Manufrance circulent à Saint-Etienne. Afin de montrer leur détermination de ne pas être licenciés, les travailleurs de l'entreprise stéphannoise barraient les routes et autoroutes d'accès de la ville mercredi matin.

Dans *le Quotidien du Peuple* du samedi 3 février

Enquête

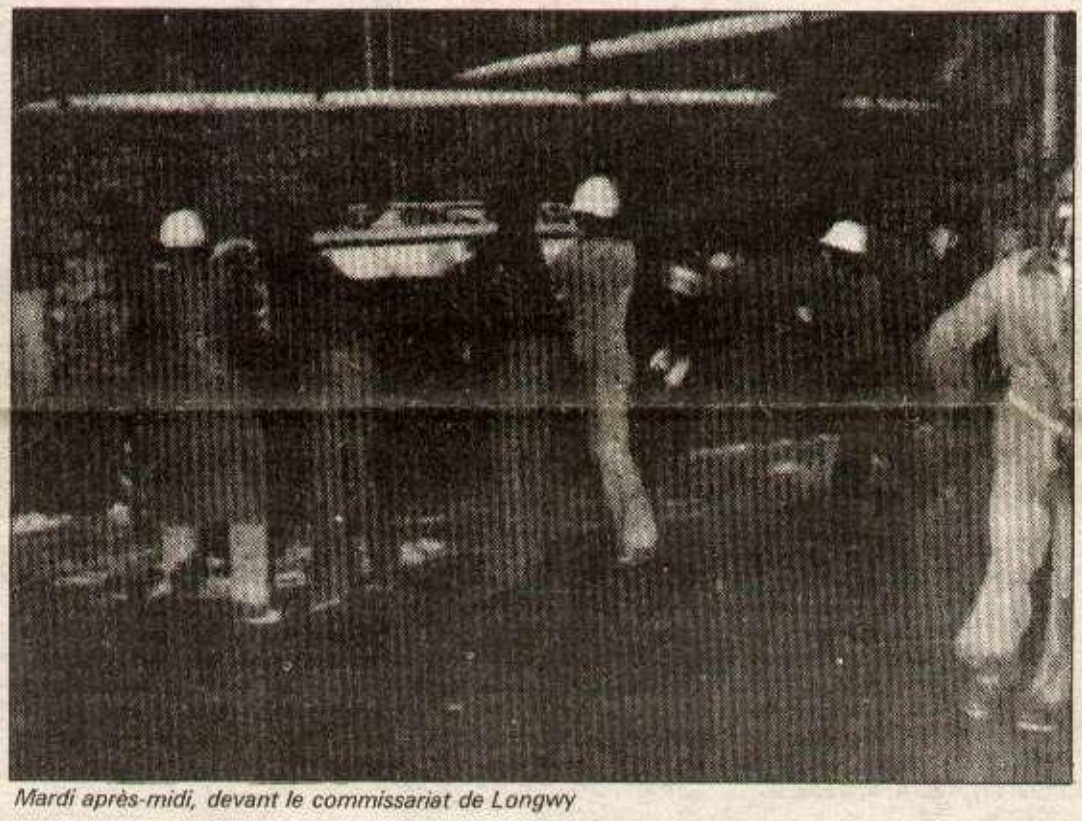
La fédération des Bouches-du-Rhône du PCF à l'heure du 23e Congrès

International

Erythrée : entretien avec Nafi Kurdi, représentant du FPLE en France

ENERGIQUE RIPOSTE A LONGWY

Plusieurs centaines de sidérurgistes attaquent le commissariat après la manifestation contre l'intervention policière de mardi matin.



Mardi après-midi, devant le commissariat de Longwy

Depuis le début, ils étaient là. On savait qu'ils étaient-là mais on ne les avait pas vu ; ils se cachaient. Depuis mardi, le paysage lorrain a commencé à changer : les uniformes noirs ont fait leur apparition. Et ils ont raté leur entrée. Lorsqu'ils ont voulu libérer les séquestrés de la Chiers, ils ont du se replier précipitament en emmenant leurs blessés. Mardi après-midi, alors qu'ils s'étaient barricadés dans leur commissariat, ils se sont faits attaquer, par des centaines de manifestants. Les vitres ont volé en éclats, une porte aussi. La bataille a fait rage pendant deux heures.

La colère gronde dans les bassins sidérurgiques...

Lire en page 3

Le Polisario frappe en territoire marocain

Tan-Tan, la principale base d'agression contre le Sahara attaquée par les combattants sahraouis

Le gouvernement marocain a confirmé l'attaque de Tan Tan par le Polisario et souligne son importance en tenant un conseil des ministres extraordinaire consacré à l'événement. Tan Tan est la principale base militaire à partir de laquelle est organisée la guerre contre le Sahara.

Le Front Polisario annonçait mardi-soir que deux casernes, la gendarmerie, le commissariat de police, le poste de commandement militaire, plusieurs dépôts de carburant et la centrale électrique avaient été détruits, les prisonniers libérés, au terme d'une bataille de quatre heures.

C'est la plus grande opération réalisée en territoire marocain depuis le début de la guerre. Elle illustre l'impuissance du régime marocain.

POLITIQUE

Les grandes têtes de la liste UDF pour juin

A défaut d'enthousiasme, les élections européennes de juin suscitent chez certains beaucoup de convoitises. En témoignent les tractations qui se déroulent actuellement autour d'une hypothétique liste UDF. Qui sera sur cette liste ? Les giscardiens du RPR, bien sûr, mais cela ne suffit pas à donner du poids à une liste électorale. Les centristes du CDS (Centre des démocrates sociaux), après bien des tractations, ont eux aussi fait savoir qu'ils participeraient probablement à la liste UDF. Le conseil politique du CDS, réuni la semaine dernière, avait à choisir entre deux options : celle d'une liste autonome, leur permettant de défendre véritablement leurs idées ultra-européennes (et atlantistes), et celle d'une liste UDF leur assurant un nombre plus substantiel de voix. Entre les idées et les voix, il y avait un choix à faire. Les amis de Lecanuet ont choisi en penchant vers une liste commune. PR + CDS, ça ne constitue pas encore quelque chose de bien attrayant. Il faut autre chose, et c'est ce à quoi travaillent les conseillers élyséens de Giscard. Des indiscrétions, savamment calculées, permettent de se faire une idée de ceux qui seront les grands noms de la liste giscardienne : Debatisse, de la FNSEA, qui sera la caution paysanne ; Combes, de la Chambre des Métiers, qui sera la caution des artisans, et aussi quelques valeurs sûres comme Poniatowski, Pflimlin, maire de Strasbourg, Christiane Scrivener, Brigitte Gros, Pierre Sudreau. Cette liste serait conduite par Simone Veil, dont les sondages disent qu'elle est populaire.

Enfin, une question demeurait : JJ SS, le battu de Nancy, figurerait-il sur la liste ? De son plein gré ou parce qu'on lui a soufflé la conduite à adopter, toujours est-il que Servan Schreiber vient de faire savoir qu'en «aucun cas», il ne participerait à une liste UDF. Ce qui soulage ladite UDF.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le chômage, l'Europe et l'unité à la base

THEMES DU RAPPORT DE MARCHAIS AU 23e CONGRES

Les dates précises du 23e congrès du PCF sont maintenant connues : du 9 au 13 mai, dans la région parisienne.

Le Comité central, qui s'est réuni lundi et mardi, a également décidé de l'ordre du jour du congrès ; un ordre du jour sans surprise puisqu'il comprend un rapport de Marchais, la discussion et l'adoption d'un projet de résolution, la modification des statuts, et l'élection des organismes de direction. L'intitulé du rapport de Marchais donne cependant quelques premières indications sur son contenu : «*Le parti communiste français dans le combat unitaire contre la politique d'austérité, de chômage, d'autoritarisme et d'abandon national, pour avancer par la démocratie vers le socialisme pour la France.*» On imagine que chacun des mots a été soigneusement pesé. On y trouve une référence à l'unité, non pas celle de gauche, mais l'unité «*à la base*» ; on y trouve aussi des références à la situation faite aux masses aujourd'hui («*austérité, chômage*»), à l'Europe («*la politique d'abandon national*») et enfin une référence explicite et obligée au 22e congrès, avec la «*démocratie*». Marchais reprendra donc en mai ce que sont les grandes lignes de la politique du PCF aujourd'hui : la participation, à sa manière, aux luttes, dans l'unité à la base avec les militants du PS partout où c'est possible, le tout en mettant l'accent sur l'indépendance nationale.

Toujours dans le cadre de la préparation de son congrès, le CC du PCF réinsiste sur la désignation des nouveaux bureaux de cellule. On sait que ceux-ci doivent avoir un rôle déterminant, puisqu'ils doivent non seulement animer les réunions de cellule, mais aussi «*stimuler l'activité individuelle des militants*». En clair, c'est sur ces bureaux que va reposer toute la préparation du congrès, et ce sont eux qui devront faire en sorte que la contestation ne s'exprime pas trop. *L'Humanité* reconnaît à ce sujet que bien des cellules ne se réunissent pas, ou peu : le journal du PCF précise que la désignation d'un nouveau bureau aboutit «*dans 17 fédérations à ce que 118 cellules qui ne fonctionnaient pas bien ont à nouveau un secrétaire et un bureau.*» Ainsi donc, dans 17 fédérations, 117 cellules ne se réunissaient pas. Ce qui donne grosso modo le chiffre de 700 cellules au niveau national. Un aveu du très net ralentissement du militantisme au sein du PCF.

Procédés du PCF

En octobre dernier, la revue *Brèches* et le PCF organisaient en commun un colloque sur le thème «chrétiens et marxistes», avec la participation de deux dirigeants du PCF. Le colloque fut un relatif échec, et le PCF mit cela sur le compte de la revue *Brèches*. La suite, c'est le numéro 12 de la revue qui le raconte : «*Les deux représentants du PCF refusèrent de régler ce qu'ils avaient convenu de payer. Nous avons encore l'espoir que MM. Trigon et Moine ne sont pas tout le PC. Nous dirons la suite dans le numéro de printemps. Si à ce moment-là rien n'est venu, nous serions obligé d'ouvrir une souscription pour couvrir ls 4 831,44 francs que nous considérerions alors comme dettes non payée du PC.*»

EDF ENTAME LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE POUR SES CENTRALES NUCLÉAIRES, ET AUGMENTE SES TARIFS...

Boiteux, directeur de l'Electricité de France, accorde ce mardi une interview au journal *le Matin*. Ses déclarations, sont en fait un nouveau pas franchi contre les usagers de l'électricité, notamment contre les populations qui refusent l'implantation des centrales nucléaires, elles annoncent aussi une hausse régionalisée de l'électricité, suivant les coûts de la production, opposant, dans un but de division évident, les populations de l'Ouest à celles de l'Est, ces dernières accueillant, selon lui, plus favorablement les centrales nucléaires, dernier atout de la satisfaction des besoins énergétiques.

Boiteux déclare notamment : «*Si nous avons des difficultés durables à construire dans la moitié Ouest, il faudra bien adapter le réseau de transport, construire des centrales à charbon, ce qui n'est pas la solution la plus économique et appliquer des tarifs plus élevés dans l'Ouest que dans l'Est. Actuellement des élus peuvent refuser en toute impunité une centrale nucléaire. Cela n'a pas de conséquence financière pour leurs administrés*».

Et Boiteux ajoute : «*Notre hypothèse est que la production et la consommation vont se rééquilibrer par grandes régions. C'est sur cette hypothèse que nous travaillons pour préparer la nouvelle convention tarifaire de 1981. Mais s'il n'y avait pas de rééquilibrage, nous serions bien forcés d'en tenir compte dans les tarifs. C'est sûr !.. Il ne s'agit pas de «punir» ceux qui ne veulent pas de centrales nucléaires. Ça ne nous regarde pas. Il s'agit de dire : voilà ce que ça coûte*».

Mourousi venait à la rescousse de Boiteux et de sa politique tout nucléaire, d'où est exclue la sécurité des populations, en présentant son journal en tenue de Shadock depuis la centrale de Fessenheim. A noter que Boiteux déclarait à propos de la panne du 19 décembre que «*les Français savent maintenant — nous le savions déjà, bien sûr — que la sécurité absolue et totale n'existe pas*». Il est intéressant qu'il parle ainsi, on peut aussi appliquer cette réflexion au nucléaire, particulièrement au moment où le rapport Ranmussen (cf *OdP* du 29.1) vient officiellement d'être contredit, ce fameux rapport qui accordait des chances de sécurité aux centrales nucléaires américaines (Fessenheim est précisément fabriquée sous licence américaine) assez considérables.

Le mouvement écologique n'a pas manqué de réagir, Delarue, président de SOS Environnement, nous déclarait notamment : «*La déclaration de Boiteux s'appelle en bon français du chantage, c'est la première chose, la deuxième c'est que c'est un chantage d'autant plus inadmissible qu'il est exercé à l'encontre de populations, mais aussi d'élus communaux ou régionaux par un homme qui est un employé de l'Etat, un technocrate. De ce point de vue-là, il nous semble que ça peut avoir un choc salutaire sur l'opinion. Ça lui montrera finalement à quel point l'EDF s'estime comme étant au-dessus des lois, au-dessus de la population et des élus. C'est un aspect du pouvoir actuel qui est le fait qu'il est gangrené à la fois aux intérêts privés mais aussi par les technocrates*».

Augmentation des tarifs, EDF nous y avait habitué. Mais cette fois elle passe à un cran supérieur, déclarant la guerre psychologique aux populations qui refusent l'insécurité des centrales élaborées en dehors de leur contrôle, à preuve les magouilles organisées sur le terrain d'implantation des centrales nucléaires, EDF à beau employer tout les Mourousi qu'elle veut, dans toutes les tenues qu'elle veut, avec tout le cinéma qu'elle veut, pour tenter de nous faire croire que le nucléaire est absolument sans danger, elle n'y parviendra pas. D'ailleurs, pourquoi Mourousi n'est-t-il pas allé à La Hague, où les travailleurs dénoncent depuis longtemps les conditions de travail ?

P.C.

LONGWY : ENERGIQUE RIPOSTE OUVRIERE A L'INTERVENTION DES FLICS A LA CHIERS

• Plusieurs milliers de manifestants
• Des centaines de sidérurgistes s'en prennent au commissariat

La journée de mardi représente incontestablement un tournant dans la lutte des sidérurgistes. A plusieurs reprises déjà, des actions résolues, de caractère dur avaient été menées. Par exemple, l'annonce par Barre des dérisoires mesures sur l'emploi avait provoqué la colère et la mise à sac des bureaux d'Usinor à Denain. En Lorraine aussi des bureaux ont reçu la visite des sidérurgistes en colère. Mais on n'avait pas encore vu les flics. C'est fait depuis mardi ; les uniformes noirs et leurs sinistres cars aux vitres grillagées ont fait leur apparition à Longwy. Mais cela n'a fait que provoquer une nouvelle montée de la combativité !

Tout a commencé lundi soir, lorsque plusieurs centaines de travailleurs de la Chiers, épaulés par d'autres d'Usinor, ont décidé de séquestrer leur directeur et deux de ses adjoints. Scénario classique : 4 heures, les flics arrivent ; le directeur leur crie qu'il est séquestré, qu'il veut être libéré. A coups de hache, les flics brisent les portes, libèrent les séquestrés. Mais ils doivent faire face à une résistance inattendue ; bombardés de projectiles divers, ils se retirent en débandade emmenant une dizaine de blessés. A la manifestation de l'après-midi, l'atmosphère était tendue. Personne n'a bougé au premier appel à la dispersion. Quelques minutes après, plusieurs centaines (on parle d'un millier) de manifestants iront attaquer le commissariat, malgré les appels à la démobilisation répétés inlassablement par les sonos de l'intersyndicale. Parmi les plus décidés, des militants de différents syndicats : *«Ils ont attaqué l'usine, on attaque le commissariat !»*

Riposte rapide et extrêmement énergique ; la situation devient explosive dans les bassins sidérurgiques. Ceux qui passent leur temps à expliquer que les sidérurgistes ne sont pas prêts à une lutte dure et longue ont reçu hier un camouflet cinglant.

Dans le Nord aussi, la combativité a monté d'un cran : mardi, le train Paris-Bâle a été bloqué par les sidérurgistes d'Usinor-Trith pendant que ceux de Denain occupaient la gare et le centre de triage de Somain. En même temps, 2 000 manifestants bloquaient l'autoroute A 2.

Malgré le peu de perspectives que leur offrent les directions syndicales et le contrôle étroit que certaines d'entre-elles veulent imposer sur les actions, les sidérurgistes sont en train de faire la preuve de leur capacité combative. Et surtout, leur refus des actions-bidons, leur aspiration à une lutte efficace. Car, ils se rendent compte de plus en plus que pour «vivre et travailler au pays», les discours ne suffisent pas. Le temps des palabres est passé ! Les sidérurgistes réclament la lutte unie, efficace, résolue. Et ils le montrent.

G.P.

MARDI 16 h : devant le château de l'usine de la Chiers où se déroulaient les affrontements du matin, se rassemblent plusieurs milliers de manifestatns. Des sidérurgistes d'Usinor, de la Chiers, en bleu et en casque — qui ont débrayé — mais aussi des jeunes, des femmes, des ouvriers d'autres usines.

La manifestation part en direction de la place de Longwy. Là, sur le perron de l'Hôtel de Ville, une seule intervention est prévue, celle d'un représentant de l'intersyndicale de la Chiers.

Après avoir rappelé brièvement les événements, il condamne l'intervention policière. Quand il annonce que *«quelques travailleurs ont lancé des canettes sur les véhicules de la police»* fusent des applaudissements et des *«ils ont bien fait !»*. Mais aucune perspective sinon un appel à poursuivre l'action à la fin de cette intervention.

Plusieurs responsables CGT parlant au nom de l'intersyndicale appellent alors à se disloquer. Sur la place, personne ne bouge. C'est que beaucoup de manifestants présents veulent une véritable riposte à l'agression policière. L'idée a été lancée de se rendre au commissariat.

Bientôt, un groupe important de manifestants part en direction du poste de police. Certains dirigeants de l'intersyndicale, visiblement dépassés «appellent au calme et à la dignité». Ils vont jusqu'à dire : *«Ne tombez pas dans le piège du pouvoir qui voudrait que vous fassiez des actions irresponsables, comme l'attaque du commissariat»*. Intervention copieusement huée. Tandis qu'une partie de la manifestation reste sur place, c'est plusieurs centaines de travailleurs qui se retrouvent devant le commissariat, bloqué, volets clos.

Aussitôt, les vitres à portée sont descendues à coup de pierres, de boulons. Mais bientôt, faute de munitions, ce ne sont plus que des boules de neige qui retombent dans la cour où sont retranchés les policiers. Quand une porte cède sous le poids des manifestants, les flics commencent à tirer des grenades lacrymogènes.

Pendant près d'une heure se poursuivent avancées et reculs devant le commissariat. Par moment, on n'y voit plus rien dans les nuages des lacrymos.

Parmi les plus décidés, des jeunes, mais aussi des sidérurgistes de 40 à 50 ans.

Quand Falcetta, responsable du PCF à Usinor, également dirigeant de la CGT, arrive pour condamner cette action, il se fait prendre à partie. Une femme du PCF, qui a participé à la manifestation des femmes organisée par ce parti à Paris, le désigne en disant : *«A Paris, c'était pareil, on voulait foncer et ce sont eux qui nous ont retenu, vous êtes dépassé, vous ne proposez rien»*. Voilà ce qui lui est reproché. Quand il dira : *«Moi, je suis pour débattre»*, un travailleur lui répondra : *«Mais nous on est pour se battre»*.

A 18 heures, tout est terminé. Tout ceux qui ont participé à l'action, sont satisfaits d'avoir montré leur volonté de lutte et leur détermination à riposter du tac au tac.

Cette journée marque sans doute un tournant dans la lutte à Longwy. Alors que jusqu'à présent, les flics étaient restés très discrets, y compris face aux occupations de bâtiments, des voies publiques, la bourgeoisie semble montrer de l'impatience.

Pour beaucoup de travailleurs c'est le signe que la lutte devient efficace.

Aujourd'hui, la question de la violence de masse s'est trouvée largement posée.

Autre aspect essentiel : pour la première fois, très nettement, des travailleurs ont posé dans les faits l'exigence de déterminer eux-mêmes leurs moyens d'action.

Ce qui est mis en cause, c'est moins l'intersyndicale en tant que telle que l'absence de propositions malgré les nombreuses réunions de ces derniers jours. Des travailleurs aspirent à l'unité, mais l'unité pour la lutte qui leur permette de répondre à leurs exigences, à leurs aspirations. De nombreux militants de la CGT, comme de la CFDT savent qu'il faudra encore monter de plusieurs crans dans la mobilisation si l'on veut imposer des reculs à la bourgeoisie.

Correspondant Longwy

Une déclaration de la CGT à FR 3

Solignac de la CGT déclare : *«Nous comprenons que les travailleurs se laissent emmener par des professionnels de l'émeute, d'ailleurs bien connus de la police»*.

Qu'en penseront les militants de la CGT, présents avec des militants CFDT, des travailleurs non syndiqués, des jeunes au cœur de la mobilisation devant le commissariat qui rassemblait plusieurs centaines de personnes ?

Grève générale dans la sidérurgie le 16

L'évolution du «climat social» n'échappe pas aux fédérations syndicales. Celles de la métallurgie viennent de décider d'une journée de grève générale dans la sidérurgie pour le 16 février.

On ne peut que se féliciter d'un appel général à la lutte. Assurément, les sidérurgistes y répondront par milliers.

«Les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser avoir par quiconque»

INTERVIEW D'UN DÉLÉGUÉ CFDT DE LA CHIERS A RADIO S.O.S EMPLOI RÉALISÉ A 16 HEURES ET DIFFUSÉ A 19 HEURES MARDI, A PROPOS DES ÉVÉNEMENTS DU MATIN.

▷ **— Des travailleurs de la Chiers sont entrés pour occuper le Comité d'Etablissement lundi matin.**

— On savait que le Comité d'entreprise qu'on avait essayé d'empêcher le 22 décembre avait été validé par l'inspecteur du travail. On voulait poser des questions au directeur avec l'idée que sans réponse on continuerait à tenir le coup. On ne pensait ni à occupation, ni à séquestration. Le directeur a voulu jouer au con, on l'a retenu là. L'occupation du Comité d'entreprise a commencé le matin, elle a été reprise par ceux du poste d'après-midi et de nuit.

▷ **—«Est-ce une action spontanée ?**

Les travailleurs ont été aidés à réfléchir par les syndicats. Pour ce qui me concerne, ça faisait plusieurs jours que j'en parlais. Les travailleurs ont accepté cette action. Hier d'autres actions, ont eu lieu. Un train de minerai et un train d'aggloméré ont été vidés. Le central téléphonique de la Chiers a été occupé. Un camion de ronds à béton luxembourgeois a été déchargé sur la voie. Ça, ce sont des actions spontanées. Des travailleurs ont pris leurs responsabilités, on ne peut que les approuver.

▷ **—L'action la plus marquante a été la séquestration du directeur ?**

On a discuté pendant des heures pour savoir ce qu'on allait faire. Les ouvriers ont décidé de continuer jusqu'à minuit puis jusqu'à six heures du matin mardi. C'est là que les flics sont intervenus.

▷ **—Quelles organisations syndicales étaient partie prenante ?**

Tout le monde s'est rallié, c'est devenu une action de l'intersyndicale à partir d'une proposition CFDT. Des secteurs qui n'avaient jamais débrayé ont participé à l'occupation. C'est l'intersyndicale de la Chiers qui a pris la responsabilité.

▷ **— Comment s'est déroulée cette action ?**

Le directeur devait être libéré à 7 heures, puis à 4 heures. Mais les ouvriers ont demandé à passer au-delà de ça. Leur limite était six heures du matin mardi.

Ce qu'on se demande c'est pourquoi les policiers sont intervenus à la fin à 4 heures alors qu'ils savaient que ce serait fini à six heures. Ils le savaient car les Renseignements généraux étaient présents dans la salle. Les flics voulaient faire un précédent, une provocation.

▷ **— Comment s'est déroulée l'intervention ?**

A minuit il a été précisé, que ça prendrait fin à six heures. On était dans la salle. L'ambiance était gaie. Un camarade jouait de l'accordéon. Certains dansaient avec leur femme. Le directeur discutait. Un camarade de Longuyon est arrivé en disant : *«Des cars de CRS roulent vers Longwy»*. On a fermé la porte à clé.

▷ **— Comment a réagi le directeur ?**

Les chefs de service étaient venus voir le directeur. Celui-ci faisait ce qu'il voulait.

▷ **— Il n'y a pas eu de gestes de violence des travailleurs sur le directeur ?**

On leur a offert à boire et ils ont refusé. Ils nous prennent pour des numéros qui seront licenciés tel jour et c'est tout. La police est arrivée vers quatre heures dix. On a fermé les volets. On a entendu des coups à la porte qui se sont révélés être des coups de hâche de pompiers.

▷ **— Les policiers n'ont pas cherché à vous contacter ?**

Non, la position de l'Intersyndicale était pourtant de laisser sortir les directeurs si la police l'avait demandé puisque de toute façon notre but était atteint. Ils ont cassé les carreaux, puis ont lancé les morceaux sur les occupants. Je me suis précipité à la fenêtre pour contacter le chef de la police. On ne nous donnait aucune garantie pour les occupants. Je voulais des garanties. Le comportement de l'agent de renseignements généraux avec la hache à la main était celui d'un ivrogne ou d'un drogué, il brandissait sa hache !

▷ **— Combien de policiers ?**

Trois camionnettes et trois voitures. 25 policiers en civil de la région. Une quarantaine de policiers en uniforme. Ceux des RG avaient des armes. On a laissé sortir le directeur. Mais le directeur a dit «Je suis séquestré». Alors quand ils sont sortis les policiers sont partis sous des coups de bouteilles vides et de pierres. Les camionnettes étaient en très mauvaises état.

▷ **— C'était des policiers du corps urbain ?**

Oui, et certains disaient «quel sale boulot on nous fait faire». Deux d'entre eux étaient d'anciens ouvriers de la Chiers. Mais les pires c'étaient les RG. Il y a eu des blessés parmi les RG c'est vrai.

▷ **— Que va-t-il se passer maintenant ?**

Les ouvriers sont décidés à aller jusqu'au bout. Ce qui c'est passé était une provocation. Les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser avoir par quiconque. On veut continuer à vivre et travailleur à Longwy.

GARE SAINT-LAZARE : LE TRAIN DE LA COLERE AVEC LES CHEMINOTS

Une manifestation d'usagers sur la voie Dreux-Paris

A l'initiative de SOS Environnement et d'associations d'usagers (dont le CEDURF), une conférence de presse bien particulière s'est tenue mardi matin à la gare Saint-Lazare, pour protester contre la discrimination tarifaire qui frappe les usagers de grande périphérie (au-delà de 75 km de Paris), qui ne peuvent bénéficier du tarif social sur les cartes hebdomadaires.

Ces usagers sont victimes des augmentations de 12,5 % annoncées par la SNCF sur les grandes lignes, ce qui augmente leur dépense de transport de 40 % sur dix mois de déplacement domicile-travail !

Les organisateurs étaient rejoints rapidement par les usagers descendus du «train de la colère» venus d'Evreux, portant des banderoles pour réclamer les tarifs sociaux et dire : *«Non à la discrimination»*.

Après avoir rappelé le caractère scandaleux de la hausse, la dégradation des conditions de transport, ils ont souligné l'importance des risques pour les usagers. Un homme de 75 ans se précipite pour monter dans un train, son pied se trouve coincé dans les portes qui se ferment. Dans la cabine de conduite, le conducteur ne constate rien d'anormal car son voyant rouge n'est pas allumé : le voyageur a été victime de la défaillance technique ! Cela s'est passé à Saint-Lazare en novembre dernier. Avec la rentabilisation, la SNCF a supprimé le contrôleur de quai qui donnait le signal du départ s'étant assuré «de visu» que tout allait bien. Et répétant l'incident, un inspecteur de la SNCF a pu vérifier qu'il se faisait coincer aussi sans que le voyant d'alarme ne s'allume ! Un exemple pris parmi d'autres... En présence des deux cheminots sanctionnés, les organisateurs ont dénoncé la répression à la SNCF : à la suite de pépins graves dans le trafic sur la gare de Lyon, les usagers avaient obtenu (par leurs actions) le remboursement de leur carte orange. Battue sur ce terrain, la direction de la SNCF s'est retournée contre deux cheminots, syndicalistes, accusés de s'être solidarisés avec les usagers ! Ils sont traduits ce mercredi devant le Conseil de discipline de la SNCF pour se voir infliger un «dernier avertissement avant licenciement» (cf communiqué ci-joint). Pour protester contre cette mesure intolérable, cheminots et usagers se sont retrouvés contre cette mesure intolérable ce mercredi à 13 heures devant la gare de Lyon, cour de Châlon à Paris.

Pierre PUJOL

LES CHEMINOTS CFDT DÉNONCENT LES MENACES QUI PÈSENT SUR LA SNCF

COMMUNIQUE

La CFDT (UPC - RP) réunie en Assemblée générale de militants a examiné les graves menaces qui pèsent de plus en plus sur la SNCF : elle constate la volonté de pouvoir accentuer le démantèlement de l'entreprise par :

— l'accentuation de suppressions d'emplois,

— la dégradation des conditions de travail des cheminots,

— le désengagement de l'État au regard de ses obligations de Service public par la privatisation accrue des services dit «non rentables».

Elle s'inscrit en faux contre les propos tenus par le Directeur général adjoint de la SNCF (émission *Le téléphone sonne* du 5 janvier sur *France Inter*), accusant les cheminots actifs des irrégularités des trains et des perturbations qui ont frappé la SNCF durant la période climatique difficile de ces derniers temps alors que ceux-ci ont exécuté avec conscience leur travail dans des conditions difficiles.

La CFDT Région parisienne n'acceptera jamais une telle mise en cause, non seulement injustifiée, mais de surcroît fallacieuse, alors que depuis des années, elle lutte contre la dégradation du service apparemment voulue et entretenue par la direction de connivence avec le pouvoir.

En effet, la CFDT se bat et continuera de se battre pour des effectifs et des moyens suffisants afin d'assurer un véritable service public.

Les choix du gouvernement sont clairs : piller la SNCF au profit d'intérêts privés et au détriment de l'ensemble des travailleurs, tant du privé que de ceux du secteur public et nationalisé.

De plus en plus est à l'ordre du jour la lutte commune de l'ensemble des cheminots et des travailleurs des autres secteurs, qui passe par une coordination des actions. La CFDT Cheminots Région parisienne s'y emploie en recherchant l'unité la plus large, y compris avec les usagers, qui sont aussi des travailleurs.

Elle dénonce **la seule réponse** dont est capable la SNCF :

— **sanctionner les grévistes** !...

Rien qu'en ce qui concerne les dernières actions sur la Région parisienne, la SNCF s'est déjà proposé de sanctionner :

— 17 camarades du dépôt de Charolais (dont deux propositions de sanctions graves pour les militants CFDT et CGT),

— 40 camarades du triage de Villeneuve Saint-Georges.

La CFDT Région parisienne affirme qu'il s'agit là d'un processus délibéré de tentatives d'atteinte aux libertés syndicales et au droit de grève.

Aussi, solidaire des camarades sanctionnés, et consciente de l'ampleur du coup porté aux cheminots et à leurs organisations syndicales, la CFDT appelle les cheminots à montrer leur détermination, y compris par des arrêts de travail le 31 janvier (jour du Conseil de discipline devant sanctionner les cheminots).

Union professionnelle des cheminots de la région parisienne (FGTE)

LE JUS DE PATATE TOXIQUE MENACE LES EAUX DE PAIMPOL

En juin 1978, des milliers de tonnes de pommes de terre qui ne trouvaient de grossistes preneurs étaient déversées soit dans les rues bretonnes, en signe de protestation des producteurs mécontents, soit dans les décharges publiques. Symbole du gaspillage créé par l'anarchisme de la production capitaliste, ces tonnes de pommes de terre, entrées en putréfaction, produisent un jus toxique qui empoisonne la région de Paimpol, s'infiltre dans les nappes phréatiques.

Régulièrement, nous sommes confrontés à des surproductions des produits agricoles. Peu de temps après, cette surproduction cède la place à la pénurie. Quelques spéculateurs trouvent ainsi un moyen de se remplir les poches, sans se soucier des problèmes des familles populaires qui, par cette flambée des prix, ne peuvent satisfaire leurs besoins. La pomme de terre est régulièrement soumise à ce marché de dupes, qui du reste, sont toujours les mêmes, petits paysans et familles populaires.

Les grossistes peuvent stocker une production d'une année sur l'autre, avec comme seule préoccupation leurs profits. Qu'une année, la production soit normale, les grossistes déclareront que leurs stocks débordent. Les paysans ne disposant pas d'infrastructure, ne verront d'autre solution que de détruire la production qui n'aura trouvé de place sur le marché, (malgré certaines «ventes directes»), avec parfois une indemnité gouvernementale qui ne couvrira pas les frais. Cette «surproduction» est détruite, sous surveillance d'huissiers, ou déversée en barricades par les paysans en colère. Les prix à ce moment pourront être bas. Pas pour longtemps. La récolte étant limitée dans le temps, bientôt les produits, en dehors des stocks des grossistes, sont introuvables. Ces derniers pourront alors déclaré que vu tout ce qui a été jeté, ou en invoquant les intempéries, que la denrée est devenue rare. Or tout ce qui est rare est cher... Les prix font la galipette.

C'est cette logique qu'est en train de subir Croas-Danet, près de Paimpol. En juin 1978, moment de «surproduction», des milliers de tonnes de pommes de terre, y ont été stockées en décharge dans une carrière désaffectée. Et les patates de commencer de pourir, et de dégager un liquide nauséabond, qui s'étale en d'immenses flaques. Nauséabond, mais aussi toxique, cet infect jus de patates est en train de s'infiltrer dans les nappes phréatiques, et risque ainsi d'empoisonner les habitants de la région. Ce poison, dont la forte toxicité a été démontrée à la suite d'une analyse effectuée à la demande d'une organisation de défense de l'environnement, le Conseil général s'était proposé de l'épendre sur les cultures. Les agriculteurs requis pour cette opération avaient refusé. Ils avaient bien raison ! Qu'on en juge : ce liquide contient des doses massives d'ammoniaque, de nitrates à un degré supérieur de plusieurs centaines de fois les doses jugées toxiques. Il contient, de plus, des substances gluco-alcaloïdes provoquant la destruction des globules rouges du sang. Ce poison répandu sur les cultures aurait pu se trouver à des degrés divers de concentration au moment des récoltes... L'intention n'en était pas moins bonne, il s'agissait de faire disparaître le liquide, qui au fil des jours, s'infiltre, ou ruisselle, et menace gravement les sources et rivières, peut se retrouver dans les poissons, et par là, menacer une nouvelle fois les habitants en remontant «la chaine alimentaire».

Le Conseil général qui avait dépensé une fortune en déplacant les tonnes de patates pourries (336 000 francs !), et déplacé par la même occasion les nuisances, refuse maintenant d'entreprendre la liquidation des 400 000 litres de poison résiduaire. Une situation que les associations écologiques locales et les habitants ne sont pas prêts de supporter indéfiniment.

P.C.

UN DISSIDENT ARMENIEN CONDAMNE A MORT

Stepan Zadikian, arménien, accusé d'avoir posé une bombe dans le métro de Moscou en janvier 77, a été condamné à mort. C'est l'écrivain Sakharov qui l'annonce, en précisant que certains témoins, affirmant que Zadikian n'était pas à Moscou au moment des faits, n'ont pas été entendus par le tribunal. La famille de Zadikian, qui n'avait pas été informée du procès a eu notification de la sentence vendredi dernier.

●

Téléphonez au QdP 636-73-76

Réquisitoire contre Croissant: trois ans et demi de prison

«C'est un mouton noir qu'il faut éliminer» a dit le procureur prononçant lundi soir le réquisitoire contre Klaus Croissant, l'avocat de la RAF. On se souvient que Peyrefitte l'avait «remis» il y a quatorze mois, dans des conditions scandaleuses, à son homologue allemand. Il est essentiellement reproché à Croissant de s'être «identifié» à ses clients, de ne pas les avoir dénoncés alors qu'il savait probablement qu'ils cherchaient à s'évader pour poursuivre leurs activités. Après avoir longuement essayé de convaincre son auditoire que la justice allemande était démocratique, le procureur a demandé 5 ans d'interdictions professionnelles (interdiction d'exercer sa profession d'avocat) et trois ans et demi de prison.

La charge principale retenue contre Klauss Croissant est la mise en place d'un système d'information qui a permis aux prisonniers de la RAF d'organiser une défense collective, de la préparer et de se concerter.

«Ce système «infos» qui a permis au groupe de se maintenir n'a pu fonctionner que grâce à la participation d'avocats qui faisaient ainsi usage de leurs privilèges dans des buts extérieurs» a proclamé le procureur.

Le procès Croissant, qui se déroule depuis presque un an maintenant, s'inscrit dans le cadre de criminalisation de la défense politique, chose qu'on a déjà pu constater lors du procès contre l'avocat Kurt Groenewold. Il s'agit bien, dans ces procès, de criminaliser l'avocat qui veut briser l'isolement de ses clients et intervient pour qu'ils puissent exprimer leurs motivations politiques.

En servant d'intermédiaire en 1975 pour une interview que des membres de la RAF, emprisonnés, avaient accordé au journal *Der Spiegel*, Croissant s'est vu reprocher de *«soutenir une association criminelle»*, en faisant de la publicité pour elle. Reproche qui a entraîné son exclusion, en tant qu'avocat, du procès de la RAF quelques semaines seulement avant son ouverture.

Ainsi, des restrictions des lois de la défense ont accompagné toute la procédure d'instruction de ce procès. Spécialement pour ce procès, de nouvelles *«lois anti-terroristes»* ont été adoptées pour faciliter l'exclusion des avocats voulant assumer une véritable défense politique et pour accélérer les procédures pénales.

Deng Xiaoping aux USA :
• «La normalisation ouvre de larges perspectives...
• Les facteurs travaillant pour la guerre sont visiblement accrus»

Au cours de sa réception par Carter au début de son voyage aux USA, le vice-président ministre Deng Xiaoping (Teng Siao-ping) a fait un discours où il a notamment déclaré :

«De grandes possibilités s'offrent dans la coopération amicale entre la Chine et les Etats-Unis d'Amérique. Dans les jours prochains, nous explorerons avec les dirigeants de votre gouvernement et nos amis de tous les milieux, les voies et moyens de développer nos échanges et notre coopération dans les domaines politiques, économiques, scientifiques, technologiques et culturels. La normalisation ouvre de larges perspectives pour le développement ultérieur de nos échanges et de notre coopération à avantage réciproque. Nous avons toutes les raisons d'attendre des fruits abondants».

Il a indiqué : *«La signification de la normalisation dépasse largement le cadre de nos relations bilatérales. La coopération amicale entre nos deux pays majeurs, situés sur les rives opposées du Pacifique constitue inévitablement un facteur important travaillant pour la paix dans cette région comme dans le monde. Le monde d'aujourd'hui est loin d'être tranquille. Non seulement la paix est menacée mais les facteurs travaillant pour la guerre sont visiblement accrus.*

La tâche urgente des peuples du monde est de redoubler d'efforts en vue de sauvegarder la paix, la sécurité, la stabilité dans le monde et nos deux pays ont le devoir impérieux d'œuvrer ensemble à cette fin et d'y apporter notre contribution».

Les travailleurs américains face à la crise (3)

VERS LA FORMATION D'UN PARTI TRAVAILLISTE?

Lane Kirkland, qui va probablement remplacer George Meany à la tête de l'American Federation of Labor-Congress of industrial Organisations (AFL CIO) a récemment déclaré aux patrons : *«Le patronat américain a une chance particulière. Son rôle de la situation ne sont pas mis en cause par l'idéologie de travailleurs organisés. Le travailleur américain n'a pas de véritable conscience de classe. Son organisation et ses responsables syndicaux ne cherchent pas la nationalisation de vos entreprises.»*

Bien que l'industrie et le gouvernement peuvent compter sur les directions syndicales pour faire accepter par les travailleurs américains un programme de *«sacrifice»*, il apparaît cependant qu'ils demandent beaucoup sans rien offrir en échange. Les directions syndicales sont en butte à une telle remise en cause de la part de la base qu'apparaît l'amorce d'un mouvement destiné à se dégager de ce front patronat-gouvernement-syndicat.

Un groupement patronal de Washington a dépensé cet été plus de 5 millions de dollars pour que soit rejetée une proposition de loi destinée à faciliter l'organisation syndicale des travailleurs non syndiqués. Aux Etats-Unis, le droit pour délégué syndical de pénétrer dans une usine, où il n'y a pas de syndicat, afin de faire de la propagande pour la syndicalisation, le déroulement des élections syndicales, le droit de faire des piquets sont tous déterminés par le gouvernement. D'autres

Les directions syndicales : que faire en face d'une base militante ?

propositions légèrement favorables aux travailleurs en ce qui concerne le droit de grève ont été également battues en brèche. A tel point que l'aile *«progressiste»* des directions syndicales rejette la collaboration de classe ouverte représentée par Meany.

Douglas Fraser, président de l'Union Auto Workers a quitté une réunion patronat-syndicats en s'en prenant au patronat dans des termes rarement entendus dans la bouche d'un responsable à un tel niveau : *«Je crois que les dirigeants patronaux, avec peu d'exceptions, ont choisi de mener une guerre de classe aujourd'hui contre les travailleurs, les chômeurs, les pauvres, les minorités (nationales), les jeunes, les vieux, et même une grande partie de la classe moyenne. Les dirigeants de l'industrie, du commerce et de la finance aux USA ont violé le consensus social et ont renoncé à ce consensus fragile et tacite qui s'était établi antérieurement pendant la période de croissance et de progrès.»* En attaquant aussi bien le parti démocrate que le parti républicain, fait nouveau, Fraser a également dit que, pour la première fois depuis longtemps, certains dirigeants syndicaux sont en train de discuter la formation d'un parti travailliste.

Un premier pas a été effectué en octobre avec la formation d'une alliance progressiste comprenant 200 organisations. Il y avait 31 syndicats et 70 organisations sur l'environnement ; le mouvement des femmes, celui des minorités étaient également représentés et d'autres. Le programme discuté n'était que réformiste et comprenait un appel au parti démocrate, lui demandant d'être plus responsable et plus attentif aux revendications dont les organisations réunies se faisaient l'écho. Un certain sentiment anti-impérialiste se faisait jour, le discours principal faisant appel au soutien aux mouvements de libération nationale.

Le mouvement vers la confrontation est partiellement dû à l'intransigeance du patronat et de l'industrie. Mais pour les directions syndicales, l'essentiel reste toujours de contrôler leurs membres. Aujourd'hui, c'est de plus en plus difficile. Cette révolte à la base, par son développement actuel, indique une connaissance plus approfondie du rôle des directions syndicales.

QUELQUES STATISTIQUES

Augmentation des profits 19 6-19 .

Lignes aériennes	93 %
Biens immeubles	50 %
Caoutchouc	40 %
Matériel de construction	20 %
Appareils ménagers	20 %
Automobile	20 %

Grèves

Janvier-juin 1978 : 2 538
Durée moyenne
1977 ..... 11,7 jours
1978 22,2

Marge moyenne du profit pour un dollar

1970 : 5 %
1977 : 7,7 %

Sidérurgie

Profits janv.-juin :
1977 : 9,5 millions de dollars.
1978 : 86 millions de dollars.
Licenciements :
65 000.

DEMAIN : «LA BASE MILITANTE GAGNE LES ELECTIONS LOCALES»

• A propos d'un article paru dans *Libération* du mardi 31 janvier
Quand Racam...anipule...

Libération appelle le *Quotidien du Peuple* au téléphone. Un journaliste répond ; tout ce qu'il y a de plus normal.

Le coup de l'entretien surprise au téléphone ? Il est très connu, et dans tous les cas il vise à faire rire aux dépens de l'interrogé. Cela a même donné lieu à toute une variété de jeux radiophoniques parfois assez cocasses. Francis Blanche excellait dans ce domaine. Nous l'avons nous-même pratiqué dans notre journal... c'est un bon truc.

Mais le journaliste qui officie doit, pour retranscrire le dialogue :

— soit avoir une mémoire exceptionnellement infaillible.

— soit être opérationnel pour les prises de notes en sténo

— soit avoir un magnétophone en état de marche.

Dans le cas qui nous concerne, nous ne savons pas où est la faille, mais il y a quelques erreurs de transcription.

Quelques exemples :

A propos du voyage de Teng Siao-ping aux USA, nous n'avons pas dit : *«Nous n'envisageons pas de déclaration pour le moment»...* mais *«sur ce sujet»*.

Nous n'avons pas formulé de réponse concernant *«les cinq principes... etc...»*. Nous aurions pu, mais nous ne l'avons pas fait. Il s'agit peut-être là d'un «mastic». La question posée demandait si nous considérions ce voyage comme entrant dans le cadre *«de relations d'Etat à Etat»* et nous avons effectivement répondu par l'affirmative. En l'occurence le journaliste de *Libération* ne se souvenait même plus de sa propre question.

A propos du Cambodge nous n'avons pas répondu : *«Notre position a été argumentée»* à la question *«vous soutenez le régime des khmers rouges, vous n'êtes pas sans savoir qu'on parle de massacres ?»*. Mais, nous avons dit que sur l'agression soviéto-vietnamienne nous avions écrit de nombreux articles sur ce sujet et qu'il fallait s'y référer pour le développement de nos arguments sur ce point.

Quant au régime intérieur du Cambodge, la question était de savoir si nous étions pour ou contre. Et la réponse faite par un journaliste et à un journaliste censé se documenter était : *«Ne cherche pas, nous n'avons pas écrit sur ce sujet»*.

Quant à la formule *«Ecoutez je ne peux pas donner une interview»* elle est ici un peu... approximative. Qu'est-ce que laisse entendre *«je ne peux pas»* ? Le sens de l'entretien, conduisait à la réponse suivante : *«C'est inutile d'essayer de réaliser une interview improvisée, le mieux pour faire un article sérieux c'est de te référer aux articles que nous avons publiés»*.

R.D.A: Derrière la «vitrine»...

De jeunes allemands de l'Est parlent de leur pays

«INTERSHOPS» : LA SEGREGATION PAR LES DEVISES

Berlin : Visite au «Bunker à devises»

Par Robert MILCAT

●Les «Intershops», dont la réputation a franchi les frontières de la RDA sont ces très officiels magasins «du peuple», où l'on peut désormais acheter tous les produits de l'Ouest... avec des devises étrangères, en fait surtout des DM (1) de RFA. Les «Intershops» ne datent pas d'aujourd'hui : ils sont nés en RDA pratiquement avec la fondation du nouvel Etat. Mais, à l'origine, ils n'introduisaient pas une ségrégation sociale entre les Allemands de l'Est puisqu'ils étaient exclusivement réservés aux touristes ou hommes d'affaires occidentaux. Après la «normalisation» entre les deux Allemagnes, en 1972, et les entrées massives en RDA d'Allemands de l'Ouest (donc de DM) qui s'en sont suivies, les Allemands de l'Est ont commencé discrètement à utiliser les «Intershops», où ils trouvaient des produits qu'ils ne pouvaient pas trouver ailleurs dans les autres magasins de RDA.

On dit aujourd'hui en RDA qu'il y a deux monnaies dans le pays : *«le mark (Est-allemand) pour payer sa cotisation au Parti et au syndicat, et le deutsch mark pour acheter les biens de consommation courante !»*. De fait, en décidant de généraliser les «intershop», les dirigeants de RDA n'ont fait que développer un système reléguant au rang de citoyens de seconde zone, ceux qui ne sont pas les heureux possesseurs d'un grand nombre de devises étrangères. Mais, pourquoi cette politique des «Intershop» ?

La proximité de la RFA et les mille liens subsistant entre les deux Allemagne ont pesé sur l'image même que les Allemands de l'Est se sont faits de la consommation, contribuant ainsi à façonner leur système de besoins. Un exemple : on estime à au moins 70 % les Allemands de l'Est qui ont de la famille en RFA ; or, les innombrables colis que reçoivent de ces familles, sont pour eux une sollicitation permanente. Plutôt que de s'y opposer autoritairement, le SED, le parti au pouvoir en RDA, a choisi non seulement de s'accomoder de cet état de choses, mais aussi de le favoriser. Il a ainsi encouragé le phénomène des «Intershops», qui permettent à la population de «goûter» le plus souvent très occasionnellement, à la «consommation occidentale».

Assurément, par ce choix délibéré, le pouvoir en RDA a parié sur la possibilité d'obtenir en retour pour sa politique l'assentiment d'une population «reconnaissante».

QUI A DES DEVISES ?

Théoriquement, tous les Allemands de l'Est ont accès aux devises, mais dans quelles conditions ? Les relations familiales avec la RFA, ce qui est le cas pour la grande majorité, sont une source de devises mais une source dont le volume est bien entendu déterminé par le niveau social. Les hauts cadres qui se rendent à l'étranger, les artistes qui vendent leur production à l'Ouest, les artisans «au noir» qui exigent d'être payés en devises étrangères, sont parmi les importants possesseurs de devises. Et puis, il y a tous ceux qui achètent les devises étrangères au marché noir, auprès d'étrangers de passage. Alors que le cours officiel est de 1 DM (ouest-allemand) contre 1 M (est-allemand), au marché noir le DM est acheté jusqu'à 6 M. Les plus aisés peuvent se permettre sans trop de difficultés des achats à un tel taux, pour les autres c'est l'impitoyable système «débrouille». C'est aussi dans ce cadre-là que se manifeste la prostitution en RDA, comme moyen de se procurer des devises.

L'institution d'un double marché, avec le développement du réseau des «Intershops» et des produits que l'on ne trouve que là, équivaut en fait à une baisse du salaire réel, sans qu'il y ait une augmentation des prix. Malgré les effets désastreux de ce système, les autorités n'hésitent pas à présenter les «Intershops» comme une institution permettant de pallier à une offre insuffisante de biens de consommation. Mais cette insuffisance ne découle-t-elle pas d'un choix délibéré de la classe au pouvoir en RDA, décidée à limiter la part de l'industrie des biens de consommation dans l'ensemble de l'industrie, tout en orientant également une large part de la production des biens de consommation eux-mêmes vers l'exportation ?

UNE LOGIQUE ECONOMIQUE

En réalité, il y a là une logique, elle réside dans les choix économiques faits par la nouvelle bourgeoisie Est-allemande, en vue de développer son capital, y compris en tentant de se dégager partiellement de l'emprise économique de l'URSS. Pour cette nouvelle bourgeoisie, une des priorités aujourd'hui est le commerce extérieur vers l'Ouest. Le plan de 1978 prévoyait une hausse de 4 % pour les revenus, de 5,7 % pour la production industrielle et de 11 % pour le commerce extérieur. En 1974, la RDA a vendu un quart de sa production à l'étranger : les deux tiers vers le COMECON, un tiers vers l'Ouest (10 % de son commerce total étant réalisé avec la RFA). L'objectif aujourd'hui, est d'accroître de 50 % le commerce avec l'Est et de 100 % celui avec l'Ouest. Malgré son alignement politique sur Moscou, la classe dirigeante de RDA a ses intérêts propres, qu'elle entend faire valoir. Elle n'a pas renoncé à conquérir une place de premier plan dans certains créneaux de la concurrence capitaliste internationale (machines et équipements, chimie, électromécanique, transports, outillage de précision...). Et pour cela, elle n'hésite pas à réaliser d'énormes investissements en équipements de pointe, achetés à la RFA, au Japon, etc., au prix d'une dette croissante vis-à-vis de l'Occident, estimée à 13 ou 14 milliards de D.M. Les choix faits conduisent le pouvoir de RDA à limiter les industries de biens de consommation, tout en se livrant à une frénétique chasse aux devises pour financer ses grands projets.

Les «Intershops» sont, dans ce contexte, une pièce d'importance du dispositif mis en place pour récupérer des devises fortes.

DES GREVES POUR ÊTRE PAYES EN DEUTSCHMARKS !

La politique menée par le pouvoir en RDA est chèrement payée par la classe ouvrière de ce pays, par l'aggravation des conditions de travail, la baisse du salaire réel telle qu'elle s'opère à travers le système des «Intershops».

Depuis près de trois ans, de nouveaux types de grèves sont apparus, avec la revendication du paiement des salaires, tout ou partie, en deutschmarks ! Cela a été le cas, notamment fin 1977, chez Narva, entreprise de matériel électrique de Berlin, ou dans les transports en commun à Francfort sur Oder. Ces mouvements qui ne seront sûrement pas les derniers, ont été sévèrement réprimés par le pouvoir, qui s'inquiète de voir sa propre logique mise ainsi en question.

Les Berlinois l'ont surnommé le «bunker à devises», c'est le plus grand «Intershop», situé derrière l'hôtel «Metropol» à Berlin, hôtel pour Occidentaux à devises fortes. La première chose qui frappe en arrivant, c'est qu'il n'y a pas de queue, c'est la première fois que je vois cela en me rendant à ce genre de magasins. Mais nous sommes ici dans le plus grand «Intershop» de RDA, la «grande surface» de «l'Intershop». D'innombrables rayons et au mur, un tableau avec le cours des différentes monnaies occidentales par rapport au DM, qui sert de référence pour les prix !

Pourtant, la majorité des clients semble peu aisé. A un rayon, un groupe de jeunes filles compare les prix des jeans ici avec les prix de RFA. Plus loin, un autre groupe de jeunes achète des disques. La mode en RDA est au disco, Boneym et Aba font fureur et aussi les «Chocolates» ou «Plastic Bertrand» (punk français) ! Beaucoup de ménagères achètent pour de petites sommes : chocolat, confiserie, café, condiments, soupes Knorr. Je regarde les prix, ils correspondent à peu près à ce qu'on payerait en RFA. Mais s'il leur a fallu échanger à raison de 2 à 6 marks de RDA pour avoir un mark de l'Ouest, une tablette de chocolat de 2,5 M peut leur revenir à 10 ou 15 M, soit le salaire de trois heures de travail. Je me sens un peu mal à l'aise, venant de l'Ouest.

— Par exemple, on était hier à l'Interhotel avec deux Allemandes, on a voulu monter au café en haut, mais après 6 heures du soir, c'était impossible si on n'avait pas de devises. Elles ont réagi très violemment ; elles disaient qu'avec ce système maintenant, il y a des endroits où les Allemands sont des citoyens de deuxième classe !

— « Ce n'est pas normal».

— C'est contraire au socialisme, non ?

— «Pourquoi ?»

— Mais ça développe les inégalités.

— « En fait, tu vois, ici en RDA, il y a quatre sortes de gens. Il y a ceux qui ont des devises. Il y a ceux qui ont beaucoup d'argent d'ici. Il y a ceux qui en ont peu et occasionnellement quelques devises et enfin ceux qui ont simplement peu d'argent ici, la majorité des gens, les travailleurs, nous par exemple.

Cette poisse de devises ! Ici, il y a ceux qui en ont, ceux qui ont beaucoup de marks et les autres, c'est-à-dire la classe ouvrière. Eux, ils roulent en Mercedes, en Golf (1), ils vont à l'étranger, ils achètent de la viande. On te dit que ce sont des gens qui ont eu un héritage ; n'empêche que 80 % des ouvriers ou plus n'en ont pas et n'ont pas les moyens.

Ici, il y a des millionnaires. Mais si ! Par exemple, les chanteurs, les acteurs qui se produisent à Berlin-Ouest. Et des entrepreneurs privés. Depuis un ou deux ans, c'est encouragé par le gouvernement. Les marchands de glace, les cafés, les boulangers, beaucoup sont privés. Il faut avoir une qualification de Meister (3). Bien sûr, il faut avoir de l'argent au début, mais ils ont un crédit et ça paye, il faut voir dans quelles voitures ils roulent, ils ont ce qu'ils veulent ! Il y a même des médecins privés. Et beaucoup. Tu payes 20 M la consultation. En général, ce sont des médecins spécialistes. Parce que les médecins de la SV (4), ils te regardent à peine, te disent «ça va» et au suivant !

J'essaie de savoir ce que pensent les clients de cette institution, encouragée par les plus hautes autorités. Parmi eux, Raplh, un jeune ouvrier d'une usine de machines-outils. Il est rentré de l'armée voici dix-huit mois, il vit encore chez ses parents, car, dit-il, *«les logements sont difficiles à trouver»*. Au cours de la discussion engagée à la sortie du «bunker», et poursuivie dans un café voisin, nous abordons le problème des «mérites» de ces «Intershops» et de tout ce qui se rattache à ce système, comme les «Interhôtels», par exemple. Ralph peut-être méfiant, nous dira d'abord qu'à son avis, ce système n'est pas forcément mauvais car *«il permet de se procurer ce qu'on veut»* et *«les devises servent à importer le nécessaire pour la population»*. Nous citons quelques exemples que nous avons observés.

«Les gens vont dans les Intershops, pour s'acheter des jeans, du savon, du déodorant, c'est vendu plus cher qu'à l'Ouest. Il y a aussi les artisans, privés ou les autres, le soir, «au noir». Si tu n'as pas de devises, tu repasses la semaine ou le mois suivant. Mais si tu allonges un billet de 10 DM, alors ils te le font vite. J'ai dû attendre six ans pour me refaire une fenêtre. C'est surtout net pour les plombiers, les peintres, les vitriers, et les réparateurs (électroménager, télé, voiture).

« On exporte pour avoir des devises, pour acheter des bananes ou des matières premières. Ici, il y a des produits de qualité que l'on fait, mais on n'en voit jamais la couleur. Les meubles qu'on exporte sont bien meilleurs que ceux qui sont faits pour nous. Les flics avant, te faisaient enlever les jeans de l'Ouest que tu portais. Maintenant, c'est permis mais tu n'en trouves pas sur le marché ? On en fabrique, on a acheté les machines et les matières premières mais c'est seulement pour l'exportation !»

Tout ça, tu ne le lis pas dans les journaux. Mais si, par exemple, en RFA, paraît un article disant qu'en RDA les gens sont contre le gouvernement, ça sera publié ici en disant que les gens soutiennent le gouvernement.

Et puis, il y a de la prostitution chez nous, mais il faut avoir de l'argent de l'Ouest. Pour 10 DM, des filles se prostituent pour la nuit. Elles font cela dans des endroits particuliers, à Alexanderplatz par exemple, mais aussi dans d'autres endroits. Il n'y a pas de «maisons closes» en RDA, sauf à Berlin, mais c'est réservé aux étrangers exclusivement, et avec des devises.

(1) Fach schule : formation
(2) Golf : voiture Ouest-allemande.
(3). Meister : contremaître.
(4). Socialversicherung : Sécurité sociale.

Histoire entendue en RDA

Honecker téléphone à Brejnev :
— Allo, allo. La population est mécontente, elle veut du bon thé.
— D'accord ! Je t'envoie mon thé d'Ukraine.
Trois mois passent :
— Allo, allo. Ils manifestent, ils en veulent du meilleur !
— Voilà, voilà, j'envoie mon thé de Géorgie.
Trois mois plus tard.
— Allo, allo. Ils ne sont pas du tout satisfaits de ce thé. Ils sont sur les barricades !
— Bon, j'envoie mes T 34...

le quotidien du peuple

VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

Main basse sur la ville à l'époque de la «concertation»

Consultation, concertation sont des mots-clé de la conception giscardienne de l'urbanisme. Les réglements officiels prévoient maintenant toute une série de consultations obligatoires avant que ne soient prises les décisions d'urbanisme. Certains maires, de droite ou de gauche, qui ont bien compris la leçon, organisent consultations ou référendums locaux ; c'était récemment le cas du «démocrate» Royer à Tours : «*Comment reconstruire le pont récemment effondré ?*».

Les quelques faits récents d'actualité montrent bien la conception giscardienne de la consultation et du rôle des associations d'habitants. Du reste, lors d'un colloque organisé l'année dernière par ses services sur le thème «*urbanisme et libertés*» d'Ornano déclarait crûment : «*Entre les risques de la démocratie et ceux de la bureaucratie, je n'ai aucune hésitation... il faut faire prendre aussi près que possible des intéressés les choix qui les concernent*». Pas trop près quand même, ça pourrait être dangereux, car en fin de compte concertation ou pas, ce sont toujours les mêmes qui décident.

Vérrières-le-Buisson

Depuis plus de quatre ans, des habitants de Verrières s'opposaient à la construction de 1 365 logements, dans le cadre de la ZAC des «Godets», et pour cause : l'emplacement de la ZAC était classée par le POS de la commune en «zone horticole protégée». Diverses associations d'habitants voulaient voir s'édifier, à cet emplacement, une zone de loisir. La construction de 600 logements avait déjà démarré quand, en février 78, le tribunal administratif donne raison aux habitants et annule le permis de construire des logements.

Qu'à celà ne tienne, à peine un mois plus tard, le préfet de l'Essonne accordait un nouveau permis de construire pour les logements en cours de contruction, et, quelque temps plus tard, la Mairie de Verrières modifiait, en toute légalité, le POS de la plaine des Godets... Lors de l'enquête publique, obligatoire en cas de la création ou de modification d'un POS, 2 000 personnes s'étaient déclarées opposées à cette modification. Aujourd'hui, les promoteurs peuvent sévir, en toute légalité, aux Godets !

Gif-sur-Yvette

Chevry 2, les dépliants publicitaires ont rendu ce nom célèbre : ce sont 1 300 petites maisons, bientôt 3 000, plantées sur une colline au-dessus de Gif-sur-Yvette, sur un ancien terrain agricole, sans aucun souci d'intégration au paysage existant, sans voie d'accès... A Gif, personne n'en veut, et pourtant le permis de construire a été accordé, et la zone a même été déclarée ZAC. Le maire de Gif vient de lâcher le morceau : «*Chevry 2, je m'y suis opposé jusqu'en 1968*, dit-il, ...*Pourtant, quand M. Chalandon a été ministre de l'Equipement, il a bien fallu céder*»... Le promoteur de Chevry 2 s'appelle Balkany, un des grands de la profession, qu'on voit souvent errer dans les couloirs ministériels.

Centrale du Pellerin

Récemment Raymond Barre vient de signer le décret déclarant d'utilité publique la Centrale nucléaire du Pellerin. Conformément à la loi, une enquête avait été ouverte dès mai 77. On connaît la réponse des habitants de la région à l'enquête : grèves, manifestations, journées «ville morte», démissions de conseillers municipaux... une opposition largement majoritaire. Néanmoins, la décision a été prise, comme elle l'est chaque fois en pareil cas, en faveur d'EDF, quelle que soit l'opposition des habitants.

La Baule

Sur plainte d'une association de défense locale, le Conseil d'Etat vient d'annuler le POS voté en 75 par le Conseil Municipal de la Baule. Motif : des entrepreneurs de bâtiment, des promoteurs privés, des marchands d'immeuble, avaient participé à l'élaboration de ce plan qui doit décider de l'emplacement et de l'importance des constructions à venir... participation vraisemblablement «désintéressée» !

Un petit rappel : le maire de la Baule s'appelle Olivier Guichard, ancien ministre de l'Equipement et encore aujourd'hui considéré dans les milieux du pouvoir comme un spécialiste de l'urbanisme.

Deauville

En 71, une société privée s'était vu concéder par les autorités locales la propriété de 52 000 m2 de ... mer, sur lesquels cette société compte édifier un port de plaisance avec résidences de luxe. Un permis de construire, délivré par la Mairie de Deauville, venait confirmer le projet. Depuis, sur plainte d'une association de défense, le Conseil d'Etat vient de décider que la procédure n'était pas tout à fait régulière. Les promoteurs du projet vont donc avoir à trouver d'autres détours administratifs pour parvenir à leurs fins.

Un petit rappel : le maire de Deauville s'appelle d'Ornano : c'est l'épouse de l'actuel ministre de l'Equipement.

Dans la jungle des réglements d'urbanisme.

Plan d'occupation des sols (P.O.S)

Plan adopté par le Conseil municipal, et qui fixe les zones où on ne peut pas construire, celles où on peut construire et dans quelles limites (hauteur, densité...) on peut construire. Avant d'être approuvé, le POS doit obligatoirement être mis à la disposition du public et soumis à enquête publique.

Zone d'aménagement concerté (Z.A.C.)

Zone dans laquelle une collectivité locale prévoit l'acquisition de tous les terrains et un plan d'aménagement et de construction précis. La décision est prise par le préfet.

Zone d'aménagement différée (Z.A.D.)

Zone dans laquelle une collectivité locale dispose, pendant quatorze ans d'un droit d'achat prioritaire, chaque fois qu'un propriétaire veut vendre, sans qu'il y ait obligatoirement d'opération d'ensemble envisagé à court terme sur la zone. Au bout de quatorze ans, la spéculation reprend ses droits.

Déclaration d'utilité publique (D.U.P)

Procédure juridique qui donne le feu vert pour les expropriations. Une enquête publique précède obligatoirement la décision du juge.

Sous les pavés, du blé pour les promoteurs

300 millions pour la Tour Apogée qui devait compléter ce charmant ensemble Pompidolien

Parmi les nombreuses opérations immobilières effectuées dans le cadre du «renouveau de Paris», les promoteurs parisiens ont tout de même rencontré quelques avatars perdus au milieu des opérations juteuses. Alors ils ne sont pas contents, voyant les profits escomptés s'évanouir (annulation de permis de construire, arrêt de la construction de tours comme la Tour Apogée dans le 13e), ils sont allés crier famine au gouvernement qui s'est montré — comme il en a coutume — sensible à leurs doléances. Il a constitué une commission composée d'un conseiller d'État et de trois hauts fonctionnaires du ministère de l'équipement. La commission Borton — c'est là son nom — est chargée d'évaluer les «dommages» subis par les promoteurs. Elle n'a aucun fondement juridique et siège sans aucune espèce de contrôle. Les résultats ne se sont pas fait attendre. On vient d'apprendre par une conférence de presse, que cette commission aurait subtilisé le tiers des crédits destinés à l'aménagement urbain, et ceci au profit des promoteurs.

Au total, entre 1976 et 1978, plus de 100 millions de francs (soit dix milliards de centimes) sont passés directement des coffres de l'État à ceux des promoteurs, pour des opérations dont certaines sont restées à l'état de projet pur et simple. 96 millions de francs ont été déjà versés... le reste est porté au budget 1979.

Encouragé par cette sollicitude qui s'appelle aussi «Semez, semez, il y aura toujours du blé sous les pavés», les affâmés du béton ont émis de nouvelles revendications.

La SERI réclame quarante à cinquante millions de francs pour l'annulation de la tour de bureaux de l'îlot B 10 (voir QdP du 23/11/78) après l'action des riverains. Cela ne l'empêchera pas de rester propriétaire d'un terrain dont la valeur ne cesse de croître. Quant à la fameuse Apogée, coffre-fort et château fort de l'opération Italie, fleuron du banquier et seigneur Pompidou, elle regrette sa féodalité. Le projet a été annulé, car non conforme aux nouvelles normes édictées par le céleste modernisteGiscard. Apogée va chercher ses 300 millions au titre du préjudice «moral» sur l'absence des travaux.

On ne sait pas si l'argent a été versé. On le voit, la crise de l'immobilier a des dessous de table plutôt chargés.

Une assurance contre les malfaçons ?

Beaucoup connaissent les déboires des «malfaçons» dans les immeubles construits à la va-vite : des infiltrations d'eau le lond d'une fenêtre ou au plafond, des condensations et de la moisissure sur un mur et ce sont des années de bagarre qui commencent. Recours auprès d'un tribunal, tentative de conciliation, et plusieurs mois passent, nomination d'un expert, rapport de l'expert et encore des mois, retentative de conciliation, l'affaire est enfin mise en jugement, contre-expertise, re-contre-expertise, et ce sont des années qui passent, et pendant ce temps, la fuite s'agrandit, la pièce devient invivable tant elle est humide... Tout ce temps parce que les Assurances recherchent qui va payer, le propriétaire, l'architecte, ou l'entrepreneur, quand ce n'est pas le locataire qui est accusé d'avoir mal entretenu son appartement.

Depuis le 1er janvier 1979, une nouvelle loi est entrée en vigueur, une loi sociale disent-ils : désormais, tous les intervenants dans la construction seront obligatoirement assurée, et une assurance particulière prendra en charge les travaux en attendant que soit trouvé le responsable.

Voyons de plus près. D'abord, les travaux seront effectués dans un délai de cinq mois, dit la loi : vivre cinq mois dans une pièce qui prend l'eau de toutes parts, il faut déjà le faire. Ensuite, évidemment, cela se traduira par une augmentation du coût de la construction de l'ordre de 3 %, que payera l'occupant du logement : payer pour ne pas subir les conséquences des erreurs des architectes et des entrepreneurs, c'est un peu fort.

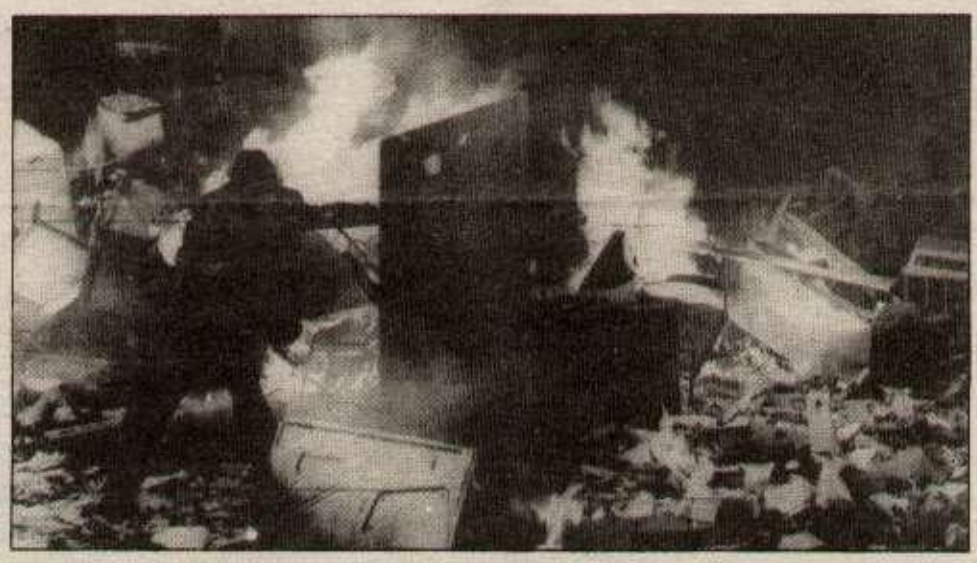
Mais surtout, ce système existe déjà, presque sous la même forme... dans les HLM, par exemple, où promoteur, architectes et entrepreneurs sont depuis longtemps obligés d'être assurés, et où les assurances de tous ces gens sont couvertes par la même caisse, la Section-Construction des assurances. A notre connaissance, les locataires n'en attendent pas moins longtemps les réparations en HLM qu'ailleurs... Encore une baudruche pour faire «social».

le quotidien du peuple

IRAN : KHOMEINY ATTENDU JEUDI MATIN A TEHERAN

«L'Ayatollah Khomeiny arrivera jeudi à 9 heures, heure locale soit 5 heures 30, heure de Paris, à Téhéran, à bord d'un avion charter d'Air France» annonçait tard dans la soirée de mardi le «Comité Khomeiny» chargé de son accueil. Cependant on devait attendre la conférence de presse que l'Ayatollah a convoquée pour 11 heures mercredi matin pour connaître la décision définitive.

Le retour de l'Ayatollah a été mis au point à Téhéran par un comité mixte comprenant des mollahs et des représentants du gouvernement. Sur l'aéroport même la sécurité de l'Ayatollah sera assurée par l'armée. Mais dès les limites de l'aéroport franchi il sera pris en charge par les autorités religieuses qui auraient mis sur pied un service d'ordre de 50 000 personnes pour assurer sa protection. On attend plusieurs millions de personnes à Téhéran pour cette journée. Il ne paraissait guère possible au gouvernement de repousser encore le retour de l'Ayatollah, les atermoiements ne faisaient qu'aggraver la situation. Tandis que les manifestations se poursuivaient partout en province. L'université, réouverte, était le point de ralliement de milliers de militants ; c'est un véritable quartier général à partir duquel se structure le mouvement, de toute la ville mais également de province affluent des représentants de comités nombreux. Des dizaines de délégation de grévistes, notamment du pétrole et des usines militaires viennent y apporter leur salut. Sur le porche de l'entrée principale une immense banderole *«la seule manière de parler au gouvernement est la mitraillette»*. Les autorités affirment avoir saisi de nombreuses armes dans des caches, des cours de maniement d'armes seraient organisés. «Vive Khomeiny notre chef militaire» proclamait-on massivement dans les manifestations.



Tandis que les manifestations se poursuivent en Iran, l'Ayatollah Khomeiny est attendu jeudi à Téhéran.

«S'IL PROCLAME LA REPUBLIQUE...»

Mais le retour de Khomeiny peut également signifier l'épreuve de force ; après l'échec de la tentative de Bakhtiar de négocier avec l'Ayatollah et son refus de démissionner on ne voit guère d'issue autre, d'autant plus que l'armée reste en retrait. Si elle se portait du côté de Bakhtiar, ou si une fraction importante le faisait ce pourrait être un tournant important. Il semble que des chefs militaires aussi importants que le chef de l'aviation est celui de l'armée de terre joueraient la constitution contre Khomeiny : *«S'il proclame la République, le gouvernement devra le faire arrêter. L'armée est là pour faire respecter la loi. Si on veut changer quelque chose, il faut d'abord changer les textes. Sinon l'armée intervient. La république «amen» mais à condition que la loi soit changée d'abord»* déclarait mercredi le général Charabaghi. Comment peut-elle être changée ? Jusqu'où le soutien accordé à Bakhtiar, quand une telle attitude laisse présager, étant donné l'évolution de la situation, la guerre civile ainsi qu'éventuellement des divisions dans l'armée. Ces incertitudes lourdes de menaces sont aussi présentes dans l'entourage de l'Ayatollah Khomeiny, ou s'ajoute à la détermination d'aller jusqu'au bout, l'expectative concernant les réactions de l'armée, ainsi que le montrent les déclarations que Monsieur Farrhad collaborateur de l'Ayatollah Khomeiny nous a accordé mardi soir.

Interview d'un collaborateur de l'ayatollah Khomeiny

▶ **— Dans les dernières manifestations, apparaît de plus en plus, de la part des manifestants, la nécessité de s'armer face à la répression brutale. Quand sera venu pour l'opposition religieuse le moment d'appeler à la lutte armée ?**

— Cet aspect est effectivement apparu. Pour l'ayatollah Khomeiny, le moment n'est pas venu, mais si l'armée s'en prend davantage au peuple, ce moyen sera utilisé.

▶ **— Quelle est la limite du «supportable» dans la répression à partir duquel, une fois ce seuil franchi, l'opposition religieuse appellera à la lutte armée ?**

— En tout cas, avec la rentrée de l'ayatollah Khomeiny en Iran, ce problème sera presque résolu.

▶ **— L'ayatollah possède-t-il des garanties suffisantes de la part de l'armée, pour lui permettre de rentrer en Iran ?**

— Je ne peux pas vous dire.

▶ **— S'il estime le moment de rentrer venu, c'est qu'il possède un minimum de garanties sur son attitude ?**

— Je ne peux pas le confirmer.

▶ **— Il y a une certaine part de risque dans ce retour ?**

— Certainement, il y a des éléments durs dans l'armée, peut-être vont-ils réagir. En tout cas, ce qu'a vécu le peuple iranien ces derniers jours, n'est pas autre chose que cette répression qu'on craint.

▶ **— L'ayatollah avait dit que c'était un problème technique qui l'empêchait de rentrer : la fermeture des aéroports. Une fois cet obstacle levé, comme c'est le cas maintenant, quelle raison donne-t-il pour retarder son retour ?**

— Nous n'avons connu la réouverture de l'aéroport que ce soir à 20 h, ce qui est trop tard pour organiser notre départ. Une centaine de personnes doivent se déplacer. Des pourparlers se poursuivent avec Air france depuis une semaine, l'avion est prêt...

• Le statut de réfugié politique refusé aux Basques

«Le statut de réfugié politique ne peut plus être désormais accordé à des citoyens espagnols», a annoncé un communiqué du gouvernement mardi après-midi.

Il justifiait la rafle effectuée dans la nuit de lundi à mardi dont le ministère de l'Intérieur affirmait qu'elle était destinée à *«empêcher des ressortissants espagnols de troubler le déroulement démocratique des élections démocratiques dans le pays»*. Par contre, M. Bonnet n'est guère ému par le fait que des Espagnols, extrême-droite ou service de renseignements viennent sur le sol français assassiner des militants basques. Sans doute estime-t-il que ces tueurs contribuent à la démocratie telle qu'il la conçoit.

Mardi matin, la police a procédé simultanément à des opérations visant les réfugiés basques résidant dans plusieurs villes des Pyrénées Atlantiques. A la suite de ces opérations, 13 militants ont été interpellés, 7 d'entre eux font l'objet d'une mesure d'assignation à résidence dans d'autres départements, les 6 autres réfugiés n'ayant pas de titre de séjour, ont été extradés en Espagne. Ces mesures répressives déployées à l'encontre des militants basques réfugiés en France, font suite à la récente visite du ministre espagnol des Affaires étrangères, venu réclamer une plus grande fermeté du gouvernement français à l'égard des autonomistes basques. Il semble que Giscard ait été prompt à réagir aux pressions du gouvernement espagnol qui reprochait à la France son laxisme à l'égard des réfugiés basques.

Mitterrand attire les projecteurs sur sa personne

Mardi, grand show Mitterrand, qui a effectué sa grande prestation de rentrée. Il s'est exercé les dents contre Giscard en condamnant l'échec de son plan qui est *«en train de préparer les conditions d'une faillite de la France»*. Il a assuré qu'*«une autre politique était possible»*, mais qu'elle sera annoncée au lendemain du congrès de Metz du PS, en avril. Tiens donc ! Ce n'est qu'à ce moment que le PS pourra définir une politique à peu près unifiée. Pour le reste grand vide où se faisait remarquer le propos selon lequel le PS avait *«en commun avec l'UDF»* l'acceptation *«des institutions telles qu'elles sont»* pour l'Europe. Il lançait un coup de griffe au PCF : *«On voit déjà des communistes préférer la droite»*.

Pourquoi Mitterrand a-t-il étalé tout son talent d'avocat ? *«Il m'a paru nécessaire de faire entendre la voix du Parti socialiste sur les grands problèmes touchant la vie du pays»* a-t-il affirmé. Il a assuré que devait être donnée *«la primauté aux problèmes français sur les problèmes internes, secondaires (du PS)»*. Il a dit que ces problèmes étaient *«hier complètement sortis de son esprit pour parler aux Français au nom du PS sans s'occuper du reste»*. Et pan sur le bec de Rocard ! Ce n'est pas lui qui est capable d'une telle hauteur de vue et de faire ainsi le procès systématique de Giscard. Quant à faire des propositions précises, les problèmes secondaires reprennent le dessus.

• Polynésie : procès des autonomistes à Papeete

Sept membres de l'organisation *Te Taata Tahiti Tiama* qui milite pour l'indépendance de la Polynésie (actuellement colonie française) comparaissent depuis lundi devant la Cour criminelle de Papeete (Tahiti). Ils sont accusés d'être les auteurs de l'attentat contre la poste centrale de Papeete et de l'assassinat d'un directeur d'*Air Liquide Chatillon*, commis en août 1977. Les militants polynésiens rejettent la compétence du tribunal pour les juger.

Lundi dernier à TF 1 : choses vues en Chine

C'est une série d'images souvent belles et intéressantes de la vie quotidienne du peuple chinois qui a été rapportée par l'équipe d'Antenne 2 après un reportage de plusieurs semaines dans tout le pays. Du Nord au Sud, de Shanghaï à un petit village des minorités thaï, on pouvait avoir en une heure et demie une vue de l'extraordinaire diversité de l'immense pays qu'est la Chine. En voyant les travailleurs et les travailleuses d'un champ pétrolifère, des soldats s'entraînant, des étudiants et des enseignants discutant de la Révolution Culturelle, on avait l'image d'un peuple digne, conscient, attaché à la construction du socialisme, à la réalisation des quatre modernisations. On retiendra en particulier la critique faite par les cinéastes interviewés de la dictature intellectuelle de la bande des Quatre ; l'émission donnait en revanche une idée de la variété et de l'épanouissement de la création cinématographique aujourd'hui ainsi que de l'intérêt porté à la culture étrangère (on a pu voir un passage de *Jeux interdits* doublé en chinois).

On peut toutefois regretter que, sous prétexte d'originalité et d'exclusivité, les auteurs du reportage se refusent à donner une vision globale de la Chine et des objectifs du peuple chinois. Trop souvent, on tombe dans l'anecdote, ou dans la curiosité gratuite, alors que tel interview intéressant se trouve tronqué comme celui de l'enseignant d'université. On peut également regretter que les journalistes plaquent sur les images des commentaires ne se fondant pas sur la réalité chinoise décrite, par exemple lorsqu'ils prétendent tirer un bilan de la Révolution Culturelle à partir de l'attitude des amoureux dans les jardins publics ou de la pratique des permanentes par les coiffeurs. Néanmoins, cette série d'émissions mérite d'être suivie.

□